



Coordination des associations de l'Immigration et des Tunisiens à l'Etranger

تنسيقية جمعيات الهجرة والتونسيين بالخارج

Déclaration de la CAITE du 19 décembre 2020

La libre circulation et les mouvements migratoires sont une chance pour la paix et l'amitié entre les peuples. Ils n'ont rien à voir avec les extrémismes

Dans une interview en français à France24, Monsieur Hichem Mechichi, Chef du gouvernement tunisien, a joint l'indécence de la sèbile tendue à l'indignité du propos.

L'état désastreux de l'économie du pays et les difficultés qu'il traverse, les suppliques à l'adresse de la France et de l'Europe pour venir en aide à la Tunisie ne peuvent expliquer ni justifier l'irresponsabilité brutale dont a fait montre Monsieur Méchichi sur des questions vitales comme celle du sort des milliers de tunisiens en situation irrégulière, vivant et travaillant dans les pays européens, souvent de longues dates et avec leurs familles et dans des conditions extrêmement précaires et difficiles.

En déclarant sa « bienveillance » à accepter leurs renvois et leurs expulsions vers la Tunisie, il donne sa bénédiction au projet de chasse ouverte des sans-papiers en France ou en Italie, particulièrement envers les tunisiens sans papiers, accusés d'être des islamistes radicalisés et de potentiels terroristes.

Le Chef de gouvernement tunisien n'a pas mesuré la gravité de ses propos et leurs effets dangereux sur le sort et la vie des milliers de tunisiens vivant en Europe et y séjournant, certes pour certains d'entre eux en situation administrative irrégulière, mais non démunis ou dépourvus de droits et de protection, que leur confèrent les législations européennes ou les chartes des droits de l'Homme, contre les expulsions et les renvois arbitraires, obtenus grâce à la lutte des vagues successives de l'immigration et leurs soutiens.

Les associations des tunisiens en Europe, regroupées dans la **CAITE**, expriment leur stupéfaction et leur inquiétude quant aux propos et intentions du Chef du gouvernement vis à vis d'une partie des tunisiens vivant en France, en Italie et d'autres pays européens.

Nous demandons au Gouvernement tunisien de revenir sur ces positions, de clarifier et d'annoncer sa stratégie politique sur les diverses questions qui touchent à la migration, à la fuite des compétences et à l'exode des jeunes tunisiens de toutes catégories sociales, ainsi que sur le sort que leur réservent les pays d'accueil, notamment européens.

Nous rappelons à Monsieur Mechichi et à tous les responsables tunisiens, l'apport financier et la contribution à l'économie que fournissent au pays les tunisiens résidents à l'étranger en situation régulière ou non, et qu'aucune aide et don étrangers ne pourront remplacer.

Nous mettons en garde contre les chimères dangereuses de troquer le sort et la vie de milliers de tunisiens et de leurs familles contre d'illusoires attentes d'aides délivrées au compte-gouttes et dans un cadre de politique de chantage et d'intimidations sur les problèmes migratoires.

Les associations membres de la **CAITE** qui demeurent mobilisées, appellent tous les tunisiens en Europe et en Tunisie à maintenir leur extrême vigilance et à lutter contre toute velléité ou tentative de renoncement ou d'abandon de la part du gouvernement tunisien vis à vis des droits et de la vie des milliers de tunisiens vivant en Europe et à l'étranger.

ASSOCIATIONS MEMBRES DE LA CAITE

Belgique :

- CVDT : Comité de Vigilance pour la Démocratie en Tunisie

Suède :

- ATS : Association des Tunisiens à Stockholm

Suisse :

- ATTS : Association des Tunisiennes et Tunisiens en Suisse

Italie :

- CITI : Comitato Degli Immigrati Tunisini In Italia - Milan

France :

- Metz (Grand Est)

- Aigle de Carthage

- Grenoble (Auvergne-Rhône-Alpes)

- ATI-CDR : Association des Tunisiens de l'Isère Citoyens des deux rives
- STF : Association Solidarité des Tunisiens en France
- AFMH : Association France Maghreb Humanitaire

- Angers (Pays de la Loire)

- ATML : Association des Tunisiens du Maine et Loire

- Lille (Hauts de France)

- ATNF : Association des Tunisiens du Nord de la France

- Marseille (PACA)

- CAP-MED : Citoyens pour des Actions Plurielles en Méditerranée

- Nantes (Pays de la Loire)

- Imagecom

- Nîmes (Occitanie)

- UCDR : Union des Citoyens des Deux Rives

- Le Mans (Pays de la Loire)

- UTS : Union des Tunisiens de la Sarthe
- Younga Solidaire

Ile de France

- ACDR : Arts et Cultures des deux Rives
- ACEM : Arts et Cultures Engagés du Monde
- ADTF : Association Démocratique des Tunisiens en France
- AIDDA : Association Interculturelle de Production, de Diffusion et de Documentation Audiovisuelles
- C2R : Citoyennes des Deux Rives
- CFM : Collectif femmes méditerranéennes
- CFT : Collectif des Femmes Tunisiennes
- Collectif 3C : Collectif Culture Création Citoyenneté
- CRLDHT : Comité pour le Respect des Libertés et des droits de l'Homme en Tunisie
- FTCT : Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives
- MCTF : Mouvement Citoyen des Tunisiens en France
- UTAC : Union des Tunisiens pour l'Action Citoyenne
- UTIT : Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens
- Zembra